



## Déclaration liminaire au CTL du 4 juin 2020

### **En propos liminaire, nous nous laissons aller à une analyse post-confinement...**

Rappelons-nous d'abord, la première intervention du président de la république au début de cette crise sanitaire inédite, il annonçait : « le jour d'après ne sera pas le retour du jour d'avant ». S'ensuit la suspension des réformes, dont celle des retraites et de la réforme territoriale de l'état, le chômage partiel financé par l'état, les aides aux entreprises, le soutien massif pour relancer l'économie... les contours dans un premier temps ont pu paraître maîtrisés et ont pu faire illusion.

Dans notre tête, les questions ont fusé : le président aurait-il changé ? aurait-il entendu et compris les travers de ses dogmes libéraux ?

Il faut dire que le temps du confinement a permis à toute la population de découvrir avec stupeur l'état de l'hôpital : manque de moyens humains, manque de matériel, manque de capacité d'accueil au point qu'il a fallu condamner la population à un confinement de 8 semaines.

Malheureusement, les promesses et les beaux discours ont vite fait place à l'état d'urgence sanitaire, permettant la semaine de travail de 60 heures et plus, la réduction des RTT et congés, le soutien massif aux entreprises qui se fait au final au détriment des salariés et une politique toujours au profit des plus riches...vous connaissez l'adage sur les belles promesses : elles n'engagent que ceux qui y croient.

Et les belles paroles prononcées pendant le confinement n'auront pas résisté au déconfinement et aux plans de reprise d'activité, il n'aura fallu que quelques heures pour :

- ↳ reprendre la suppression de lits à l'hôpital public et remettre la pression sur les statistiques hospitalières,
- ↳ et que les ministres, sans complexe, annoncent la reprise des réformes à Bercy, si tant est qu'elles aient été réellement suspendues.

La loi fonction publique se décline. Les suites du rapport Gardette sur le transfert des missions DGDDI / DGFIP reprennent dès le 18 juin. Et à la DGFIP, le NRP revient au-devant de la scène !

Le jour d'après ressemble trait pour trait au jour d'avant. Et dans notre direction également car ne parlerons-nous pas aujourd'hui de la fermeture de la trésorerie de Marines ? Les messages de soutien au service public, aux agents n'étaient rien d'autres que les éléments de langage déclinés depuis la plus haute sphère de nos dirigeants.

Les missions essentielles à la continuité de l'Etat vont donc continuer à être externalisées, délocalisées, démantelées...

Les agents publics « remerciés » par la suppression de congés, une pseudo prime de « risques » ou encore une médaille pour certains, peuvent circuler maintenant, la récré est finie !

Ainsi, pour vous, le jour d'après devrait être comme avant, voire pire. Une fois encore ce sont celles et ceux qui ont subi cette crise et sa gestion catastrophique qui devraient encore payer au profit des plus riches... Les dividendes qui continuent à être versés n'ont pas été remplacés par une médaille... !

Un bilan est nécessaire et les leçons doivent être tirées. Les actifs, les précaires et les retraités ne doivent pas faire les frais de cette gestion où les réformes libérales ont été mortifères pour nos services et les agents.

Le gouvernement ouvre les hostilités en plein chaos. Utilisant la stratégie du choc pour renforcer sa politique, il accélère dans un contexte où les actions collectives sont limitées par la loi d'état d'urgence sanitaire. Et vous avez essayé de faire la même chose lorsque nous avons posé un préavis de grève. Vous-eux comptez sur l'effet de sidération qui tétanise les citoyens pour terminer le travail de démantèlement des services publics, dont les agents ont assuré la continuité, en répondant présents avec conscience professionnelle et sens du service public !

La CGT finances Publiques 95 ne cautionnera jamais la vision mercantile du service public que vous essayez de nous imposer.